



« Priorité à l'humain avant le territoire »

Entretien avec deux élus de la Municipalité de Grenoble

Emmanuel Carroz

Adjoint - Égalité des droits - Vie associative

& Brenard Macret

Adjoint - Solidarités internationales

Ecarts d'identité : Merci de me recevoir. Ma première question concerne l'éventuelle disparition de l'ACSÉ annoncée mais pas encore actée par le l'ex-gouvernement au profit d'un CGET (Commissariat Général de l'Egalité des Territoires) qui regroupera précisément l'ACSÉ et le SGCIV (Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes). Dans ce CGET il est prévu un pôle identifié dédié à la politique de la ville sous l'autorité d'un commissaire délégué. Cependant les grands axes des politiques de la ville restent pour l'essentiel identiques. On parle de géographie prioritaire. Une attention serait apportée aux thématiques dont la discrimination liée à l'adresse (de territoire), la promotion de l'égalité femmes/hommes, le lien social, la participation des

habitants en privilégiant «leur pouvoir d'agir». Comment se situe la politique de la ville par rapport à ces grands thèmes?

Emmanuel Carroz & Bernard Macret : Dès janvier 2015, la politique de la ville en matière territoriale sera confiée à la Métro. La municipalité de Grenoble n'y est pas majoritaire mais il existe un contrat de mandature dans lequel nous devons faire valoir nos engagements de campagne. Au niveau communal, on s'attachera à l'aide aux associations qui font du lien social comme la maison des habitants. Créer des synergies par des espaces de citoyenneté. On a déjà recruté en juin 2014 au sein du Service des Luites contre les discriminations.

E.I. : La municipalité de Grenoble a tout de même un poids à la Métro.

E.C. & B.M. : Oui, la lutte contre les discriminations passe par une politique de logement, les transports, l'urbanisme, l'éducation citoyenne et à la démocratie. Les subventions devraient se baser sur des systèmes de financement avec des critères et des objectifs, tels le genre, l'égalité femmes/hommes, le droit commun, l'homophobie, l'éducation, etc.

E.I. : Le droit commun cible quand même les territoires. La notion de discrimination de territoire est un subterfuge pour ne pas parler de discrimination raciale, ethnique comme le font sans complexe les anglo-saxons. Car certains territoires concentrent les populations «ethniques», les chômeurs, les mal-logés, etc. Alors; égalité républicaine ou discrimination positive ?





E.C. & B.M. : Il faut partir de l'égalité des Droits et, pour une meilleure cohérence et d'efficacité au niveau de la lutte contre les discriminations, rassembler les différents services en un seul pôle. Pour une personne discriminée, au-delà du territoire qu'il habite, l'aider à trouver un logement, un travail, le reconnaître, est une des meilleures façons de lutter contre les discriminations. Priorité à l'humain avant le territoire.

E.I. : En somme, et paradoxalement, parler de discrimination par le territoire serait en quelque sorte une façon de discriminer le territoire par le fait de le désigner comme on le chargerait de quelque mal à guérir.

E.C. & B.M. : Comme il a été dit plus haut, la territorialisation va avec la métropolisation en 2015, avec tous les transferts de compétence qui vont avec. Est-ce que la Métro qui deviendra une super structure pourrait gérer la proximité, l'humain ? L'enjeu c'est bâtir une Métro de proximité, attentive et soucieuse de corriger les inégalités sociales. C'est justement de cette proximité dont devrait s'occuper la politique de la ville, privilégier les associations

qui font du tissu social. Il y a beaucoup d'associations qui ont des savoir-faire qu'il faut encourager. Elles sont, par leur proximité, proches des souffrances des gens et savent mieux que quiconque comment et par quoi les soulager. Il faut par ailleurs promouvoir des formations contre les discriminations.

E.I. : Quels freins avez-vous pour mettre en œuvre cette politique ?

E.C. & B.M. : Le budget, nous avons hérité d'une situation financière compliquée pour 2014. En 2015, nous commencerons à avoir les moyens de mener notre politique.

E.I. : Bon courage quand même !

